

# Résultats de l'enquête de 2023 auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales de PCQVP

*Brendan O'Donnell, mars 2023*

## Conclusions principales

1. **[PROGRÈS ET IMPACT](#)** : les coordinateur·rice·s nationaux·ales estiment que les progrès réalisés par leurs coalitions sont satisfaisants et largement conformes à ceux des années précédentes.
2. **[TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE](#)** : les coalitions nationales se sont concentrées sur les enjeux climatiques et énergétiques au moyen de campagnes d'action importantes déjà entreprises.
3. **[AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES](#)** : la plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont indiqué que leur coalition avait réalisé des progrès dans l'utilisation des données de divulgation pour améliorer la gouvernance, malgré un plus faible optimisme par rapport aux années précédentes.
4. **[DIVULGATION PLUS LARGE ET DE MEILLEURE QUALITÉ](#)** : la divulgation demeure un point fort du réseau, et de plus en plus de coalitions se joignent à la lutte pour la divulgation des contrats.
5. **[REPRÉSENTATION DES FEMMES AU SEIN DE PCQVP](#)** : alors que les coalitions poursuivent leurs progrès quant à l'implication et l'inclusion des groupes vulnérables dans leur plaidoyer, la représentation des femmes dans les organes de gouvernance des coalitions nationales reste insuffisante.
6. **[CONNECTIVITÉ DU RÉSEAU](#)** : les coordinateur·rice·s nationaux·ales et le secrétariat international de PCQVP ont entraîné ensemble de nouvelles avancées dans le renforcement de la connectivité du réseau.
7. **[ESPACE CIVIQUE ET DROITS HUMAINS](#)** : en tant que groupe, les coordinateur·rice·s nationaux·ales signalent que les menaces pesant sur les droits des membres des coalitions et sur l'espace civique ont diminué par rapport à l'année précédente, puisque la COVID-19 avait créé de nouvelles barrières. Cependant, les menaces subsistent pour une bonne partie des membres, qui estiment toujours que leurs coalitions ne sont pas suffisamment informées sur les mesures à adopter pour leur défense.
8. **[COVID-19](#)** : en 2022, les impacts immédiats de la COVID-19 se sont atténués pour la plupart des coalitions, mais ont continué de perturber un certain groupe d'entre elles.

## **ANNEXES : détails des résultats pays par pays rapportés par les coordinateur·rice·s nationaux·ales**

- 1 – [Divulgation des données : progrès rapportés par pays](#)
- 2 – [Amélioration de la gouvernance : progrès rapportés par pays](#)
- 3 – [Types d'habilitation des communautés et des groupes exclus](#)
- 4 – [Collaborations entre coalitions](#)

## 5 – [Travail sur le changement climatique et les transitions énergétiques](#)

### Introduction

L'enquête annuelle auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales (CN) de PCQVP a débuté en 2020 afin de suivre les progrès du réseau vers la stratégie « Vision 2025 » de PCQVP. Trente-neuf coordinateur·rice·s nationaux·ales ont participé à l'enquête 2023, disponible en arabe, français, russe, espagnol et anglais.

L'enquête recueille des données pour assurer le suivi des progrès dans la mise en œuvre de la stratégie quinquennale de PCQVP en interrogeant les coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les activités et les expériences de leurs coalitions au cours des 12 derniers mois. Les résultats de l'enquête donnent un aperçu des progrès de la coalition nationale (et donc du réseau). L'enquête 2023 était plus courte que les versions précédentes, contenant moins de questions sur les besoins des réseaux, dont les données avaient été recueillies lors des enquêtes précédentes. L'enquête auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales ajoute un point de données unique à d'autres informations recueillies par le secrétariat international pour comprendre les avancées et renforcer la mise en œuvre de la stratégie.

**Un grand merci aux coordinateur·rice·s nationaux·ales représentant les coalitions suivantes qui ont répondu à l'enquête :** Australie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Irak, Kenya, Kosovo, République démocratique du Congo, Liban, Liberia, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigeria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan, Tanzanie, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Ouganda, Ukraine, États-Unis, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

### Conclusions

1. **SENTIMENT GLOBAL DE PROGRÈS** : les coordinateur·rice·s nationaux·ales estiment que les progrès réalisés par leurs coalitions sont satisfaisants et largement conformes à ceux des années précédentes.

*Les coalitions sont-elles actives ?*

- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont toujours indiqué l'activité de leur coalition dans le domaine du plaidoyer lors des enquêtes menées depuis 2020. Dans l'enquête 2023, l'ensemble des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête, sauf un·e, ont déclaré que leur coalition avait mis en œuvre un plaidoyer collectif au cours des 12 derniers mois (97 %<sup>1</sup>, 38 sur 39).
- Près des trois quarts (28 sur 39) estiment que leur coalition dispose d'une stratégie de plaidoyer collective convenue et actualisée pour influencer le gouvernement, les entreprises ou d'autres parties prenantes clés.<sup>2</sup>

*Optimisme quant aux progrès réalisés par les coordinateur·rice·s nationaux·ales*

- La plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu (33 sur 39, soit 85%) pensaient que leur coalition avait fait une différence en matière de gouvernance des ressources naturelles au cours des 12 mois précédant l'enquête.

---

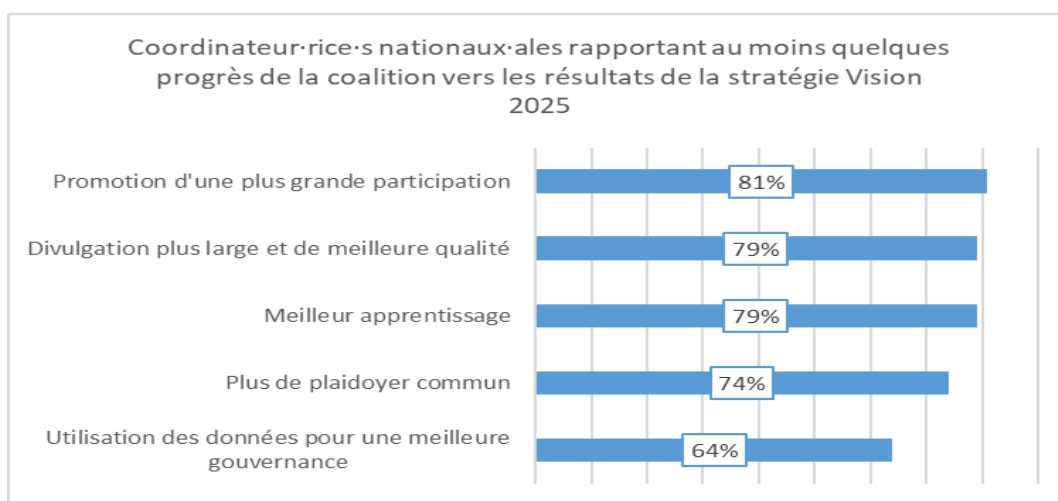
<sup>1</sup> Il s'agit du niveau d'activité le plus élevé depuis le début de l'enquête en 2020. Cependant, comme le nombre de répondant·e·s à l'enquête CN diminue d'année en année, il se peut que les coordinateur·rice·s nationaux·ales des coalitions qui étaient moins actives au moment de l'enquête ou l'année précédente choisissent de ne pas répondre à l'enquête, entraînant des niveaux d'activité déclarés relativement plus élevés parmi les répondant·e·s. Néanmoins, les données indiquent une importante activité du réseau.

<sup>2</sup> Cette proportion de coordinateur·rice·s nationaux·ales est nettement inférieure à celle des années précédentes. Cependant, ce phénomène probablement dû au fait que l'expression « jour » a été insérée dans la question de l'enquête 2023 à la demande du secrétariat international, complexifiant la comparaison avec les données antérieures. Il est probable que les coordinateur·rice·s nationaux·ales qui ont affirmé l'existence d'une stratégie précédemment ne répondront pas de la même manière s'ils estiment que la stratégie n'est pas « à jour ».

- Les **coordinateur-riche-s nationaux-ales** ont **continué de donner des exemples de progrès** concernant la mise en œuvre de l'ITIE, dans la promotion de politiques et de dispositions spécifiques en matière de transparence, dans l'avancement de réformes systématiques, de l'amélioration des bénéfices pour les citoyen-ne-s et d'une meilleure gouvernance par le biais de changements dans les comportements, les lois et les réglementations, et dans l'accès des femmes, des communautés, des peuples autochtones et des jeunes à la prise de décision, ainsi que dans le renforcement du plaidoyer par la collaboration avec les coalitions PCQVP sœurs.

**Cas pays (ZIMBABWE) : utiliser des données et demander des comptes.** En 2022, la coalition a poursuivi ses efforts en vue de la redevabilité du gouvernement sur les **revenus perdus du fait de l'octroi d'incitations fiscales** aux entreprises minières et autres. La coalition a utilisé son analyse du rapport 2021 de l'Autorité fiscale du Zimbabwe (ZIMRA) pour révéler que 111,55 milliards de \$ zimbabwéens, soit environ 310 millions de \$ américains, ont été perdus en raison d'allègements fiscaux, soit 555 % de plus qu'en 2019, ce qui représente 61,3 % des recettes fiscales collectées en 2021. L'analyse des données de la coalition lui a permis de contester les exonérations fiscales en démontrant la perte de revenus publics au profit d'intérêts privés. La coalition zimbabwéenne s'est appuyée sur cette analyse pour organiser des réunions avec la ZIMRA, le ministère des Finances et du Développement économique, la commission du budget et des finances et l'agence zimbabwéenne d'investissement et de développement, afin de plaider en faveur de rapports complets sur les dépenses fiscales, qui précisent les bénéficiaires des exonérations et la raison à l'origine de ces mesures, ainsi que la suppression de ces exonérations fiscales qui réduisent les avantages au profit des citoyen-ne-s et les revenus destinés aux collectivités. Les efforts se poursuivent.

- La **majorité** des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont répété que leur coalition avait au moins **progressé dans la réalisation des cinq résultats stratégiques de PCQVP** :
  - o **79 %** ont rapporté au moins quelques progrès vers le **résultat 1** (divulgence plus importante) ;
  - o **64 %** pour le **résultat 2** (utilisation des données en vue d'une meilleure gouvernance) ;
  - o **81 %** pour le **résultat 3** (promotion de la participation) ;
  - o **74 %** pour le **résultat 4** (plus de plaidoyer conjoint) ;
  - o **79 %** pour le **résultat 5** (renforcement de la capacité à démontrer l'impact/l'apprentissage).



- Ces rapports sur les progrès accomplis dans la réalisation des 5 résultats stratégiques de PCQVP en 2023 n'étaient pas significativement différents de ceux rapportés dans les enquêtes

précédentes, à l'exception du résultat stratégique 2 de PCQVP, « **utilisation des données pour obtenir une meilleure gouvernance** » (se reporter au [point 3 ci-dessous](#)).

*Possibilité d'élaborer davantage de stratégies*

- **Une minorité non négligeable de coordinateur-riche-s nationaux-ales (11 répondant-e-s sur 39, soit 28 %) ont indiqué que leurs coalitions ne disposaient pas de stratégies à jour**, et qu'il pourrait donc y avoir une opportunité de soutien ou d'apprentissage par les pair-e-s pour ces coalitions. En 2022, 70 % des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont déclaré que leurs coalitions bénéficieraient d'un apprentissage plus approfondi de la création de stratégies de plaidoyer.
- Les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont souvent mentionné des exemples de **renforcement des coalitions**, ainsi que des défis et des pauses dans le fonctionnement des coalitions. Le coordinateur national de **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, par exemple, a décrit la re-stratégie, la revitalisation et la réorganisation de la coalition.

*Inquiétudes concernant les non-répondant-e-s*

- **Bien que les taux de réponse à l'enquête restent élevés, ils ont diminué progressivement** entre 2020 et 2023, certaines coalitions n'ayant pas répondu. Par exemple, aucune coalition du groupe régional « Europe » (tel que défini par PCQVP) n'a répondu aux enquêtes de 2023 et 2022. Ce faible taux de réponse reflète probablement une activité réduite des coalitions suite aux défis de financement et d'engagement des coalitions en Norvège, au Royaume-Uni et en France/Europe depuis le succès de la campagne de divulgation obligatoire entre 2010 et 2019.

*La nécessité d'un ensemble global d'objectifs pour le réseau afin d'encadrer les résultats des coalitions.*

- **Le secrétariat international devrait se mettre d'accord sur ce qu'il considère comme un progrès collectif « satisfaisant »** pour les 5 résultats stratégiques de PCQVP, sinon il n'aura pas de « cadre » pour contextualiser les progrès rapportés par les coalitions.

**2. TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE: les coalitions nationales se sont concentrées sur les enjeux climatiques et énergétiques au moyen de campagnes d'action déjà entreprises.**

- **Dans l'enquête 2023, plus de la moitié des répondant-e-s (58 %, 22 coordinateur-riche-s nationaux-ales sur 38) ont déclaré que leurs coalitions s'étaient engagées d'une manière ou d'une autre dans les questions liées au climat et/ou à la transition énergétique** au cours des 12 derniers mois. L'analyse des enquêtes précédentes avait mis en évidence une nette lacune dans les activités des réseaux liées à ces questions.
- **Les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont été invité-e-s à décrire leurs activités par le biais de questions ouvertes**, les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont fait état d'un éventail d'activités allant d'un engagement très léger à des campagnes et des résultats à grande échelle, comme suit :

Type d'activité déclarée	Pays
Renforcement de la coalition sur les questions	Irak, Tunisie, Ouganda, Zimbabwe (4)
Garantir un meilleur accès à la prise de décision pour les groupes exclus	Côte d'Ivoire, Mali, Timor-Leste, Togo (4)

<i>Activer et impliquer les membres de la communauté ou d'autres partenaires</i>	Irak, Kenya, Mali, Nigeria, Sénégal (5)
<i>Influencer les politiques, notamment certaines campagnes de plaidoyer à grande échelle</i>	Australie, Azerbaïdjan, RDC, Guinée, Indonésie, Irak, Inde, Kenya, Mali, Nigeria, République du Congo, Tadjikistan, Tanzanie, Timor-Leste, Togo, Ouganda, Ukraine, États-Unis (18)
<i>Impacts spécifiques obtenus en matière de plaidoyer</i>	République du Congo et Tanzanie (2)

Voir l'[annexe 5](#) pour des descriptions plus détaillées des activités et des progrès.

- **Lorsqu'on leur a demandé, 63 % (24 sur 38)** des répondant-e-s ont déclaré avoir participé à une **conversation de planification conjointe sur les transitions énergétiques** au cours de l'année 2022 :

*Participation à une conversation de planification conjointe avec des coalitions PCQVP sœurs sur les questions*

Australie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Canada, République démocratique du Congo, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Irak, Kenya, Kosovo, République kirghize, Liban, Mali, Nigeria, République du Congo, Tadjikistan, Tanzanie, Ouganda, Ukraine, États-Unis, Yémen, Zambie (24 sur 38, 63 %).

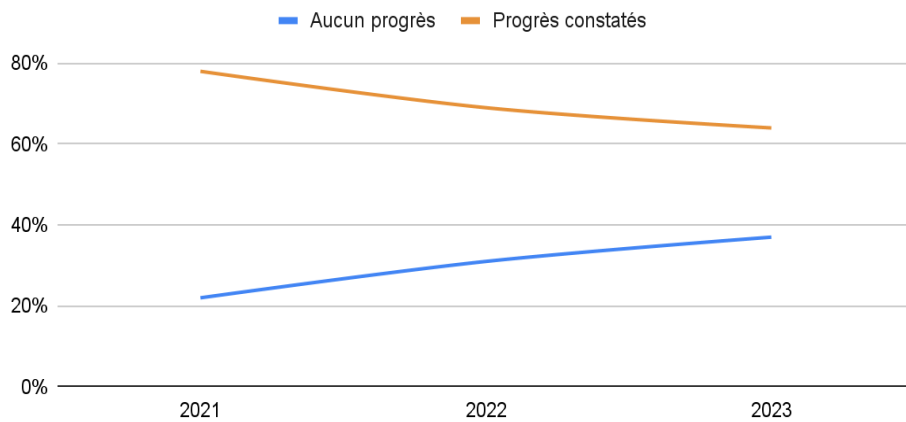
### 3. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES À L'AIDE DES DONNÉES

- Les enquêtes menées auprès des coordinateur-riche-s nationaux-ales montrent que les améliorations significatives en matière de gouvernance et de responsabilité nécessitent souvent des années de plaidoyer, et les réponses à l'enquête décrivent souvent des processus qui sont encore en cours.
- La majorité des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont indiqué que leur coalition avait progressé dans l'utilisation des données divulguées pour améliorer la gouvernance (résultat stratégique 2 de PCQVP), les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont cité des exemples concrets de progrès et d'impact (voir l'encadré sur le [Zimbabwe](#) ci-dessus et un résumé de tous les exemples rapportés à l'[annexe 2](#)). Toutefois, les coordinateur-riche-s nationaux-ales se sont montré-e-s collectivement moins optimistes que les années précédentes quant à l'évolution de ce résultat.
- **64 % (24 sur 38)** des coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant répondu à l'enquête ont déclaré que leur coalition avait **au moins progressé** dans la réalisation du résultat stratégique de PCQVP 2020-25 « utilisation des données de divulgation pour améliorer la gouvernance » (résultat 2), tandis que **37 % (14 sur 38)** ont estimé que leur coalition **n'avait pas progressé**.
- Les réponses à l'enquête ne permettent pas de comprendre pourquoi **moins de coordinateur-riche-s nationaux-ales en 2023 ont déclaré « des progrès »** sur ce résultat par rapport à 2021, ni pourquoi plus de coordinateur-riche-s nationaux-ales ont rapporté « aucun progrès ».

#### Résultat 2 Utilisation des données pour améliorer la gouvernance

Progrès en vue du résultat 2	2021	2022	2023
Aucun progrès	22 %	31 %	37 %
Progrès constatés	78 %	69 %	64 %

Coordinateur·rice·s nationaux·ales rapportant les progrès de la coalition concernant la « capacité à utiliser au mieux les informations divulguées afin d'améliorer la gouvernance »



- **Les coordinateur·rice·s nationaux·ales sont susceptibles de mieux comprendre la signification de ce changement.** Les données doivent être suivies dans le temps afin de déterminer s'il s'agit d'une tendance à long terme ou d'une simple variation à court terme. Le secrétariat international de PCQVP note une réduction du financement du travail de gouvernance des industries extractives depuis le début de la stratégie Vision 2025, et que d'autres domaines de travail sont devenus plus prioritaires, notamment la promotion des divulgations liées à la transition énergétique, alors que les gouvernements ont dû faire face à des pandémies et à d'autres crises. Bien que spéculatifs, ces facteurs peuvent jouer un rôle dans la modération des progrès réalisés dans ce domaine.
- **Quoi qu'il en soit, les changements de gouvernance sont inévitablement difficiles à obtenir, varient d'une année à l'autre, sont soumis aux obstacles contextuels** auxquels les défenseurs sont confrontés (changements de gouvernement, instabilité, processus d'État capturé, autres crises nationales) et sont généralement le résultat d'années d'étapes progressives avec un calendrier imprévisible.
- **Étant donné que les coordinateur·rice·s nationaux·ales n'ont jamais été aussi optimistes qu'au cours des quatre dernières années quant à l'impact de leur coalition sur le plaidoyer** en faveur de la gouvernance des ressources naturelles en général (85 % ont répondu par l'affirmative en 2023, soit 33 sur 39), il se peut qu'ils soient moins optimistes quant à l'« *utilisation des données* » spécifiquement pour améliorer la gouvernance.

Types de progrès

- **Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont décrit des progrès et des actions concernant les domaines clés de la gouvernance, notamment :**
  - o **Donner aux communautés et aux groupes vulnérables les moyens** d'obtenir des entreprises et des gouvernements qu'ils respectent leurs obligations.
  - o **Faire pression pour que l'État, les régions et les communautés obtiennent de meilleurs accords** en supprimant les avantages fiscaux et en garantissant une meilleure utilisation et distribution des revenus.
  - o **Renforcer les cadres politiques et juridiques volontaires (ITIE) et obligatoires** pour permettre une meilleure surveillance et une meilleure protection de l'intérêt public.
  - o **Susciter des débats nationaux de haut niveau** sur la valeur, les avantages et les inconvénients de l'extraction afin de créer une pression publique en faveur d'une prise de décision plus respectueuse des citoyens.

- Les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont donné des exemples spécifiques de progrès dans les réponses ouvertes. Ces exemples sont résumés dans [l'annexe 2 ci-dessous](#).

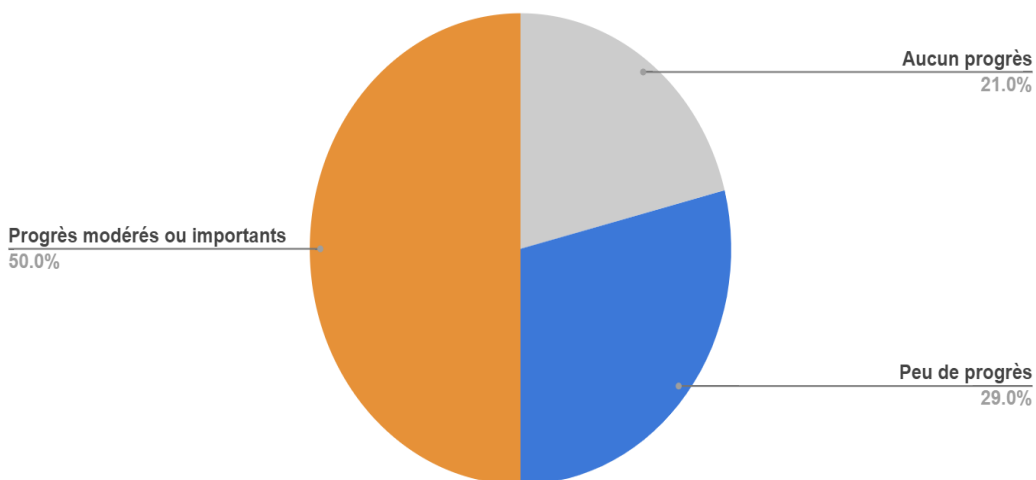
**Cas pays (Tanzanie) :** la coalition PCQVP HakiRasilimali a suscité un débat national de haut niveau sur la responsabilité dans le domaine de l'extraction en organisant une conférence nationale sur l'extraction à laquelle ont participé des universitaires, des OSC, le gouvernement, l'Assemblée nationale, les médias, les communautés, des organisations internationales, des organisations professionnelles, des entreprises d'extraction et d'autres parties prenantes. À l'issue de cette conférence, le ministère tanzanien des Minéraux s'est engagé à élaborer une stratégie de gestion des minéraux essentiels dans le pays et à définir sa contribution à la transition vers l'énergie propre.

- Si les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales font état de résultats tangibles en matière de divulgation et de changements dans la gouvernance, il convient, au-delà de l'enquête, d'approfondir ces résultats pour comprendre ce qui fonctionne le mieux en termes d'obtention de changements dans la gouvernance et ce qui fonctionne moins bien ; si et comment ces changements se traduisent par des avantages réels pour les citoyen-ne-s, et comment ces approches complètent celles d'autres mouvements dans l'écosystème de la défense des droits humains.

#### 4. DIVULGATION PLUS LARGE ET DE MEILLEURE QUALITÉ : la divulgation demeure un point fort du réseau, et de plus en plus de coalitions se joignent à la lutte pour la divulgation des contrats.

- La plupart des coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ayant répondu (79 %, 30 sur 38) ont déclaré que leur coalition avait **au moins** réalisé des progrès en vue du résultat stratégique de PCQVP 2020-25 concernant une **divulgation plus importante et de meilleure qualité** (résultat 1), 29 % (11 sur 38) estimant avoir fait « peu de progrès » et 50 % (19 sur 38) des « progrès modérés ou importants ». Environ un cinquième (21 %, 8 sur 38) ont estimé que leur coalition n'avait accompli aucun progrès. Ces chiffres sont globalement cohérents avec ceux des enquêtes précédentes.

Coordinateur-ric-e-s nationaux-ales rapportant les progrès de leurs coalitions dans la réalisation d'une divulgation plus importante et de meilleure qualité (Résultat 1)





- **Les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales de 30 pays** ont fait état de progrès, sous une forme ou une autre, en matière de divulgation des données : Australie, Azerbaïdjan, Burkina Faso, Canada, Colombie, République démocratique du Congo, Guinée, Inde, Indonésie, Irak, Côte d'Ivoire, Kenya, République kirghize, Liban, Liberia, Mali, Mauritanie, Nigeria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Ouganda, Ukraine, Yémen, Zambie et Zimbabwe. [Se reporter à l'annexe 1](#) pour plus d'informations.

**Cas pays (Indonésie) :** la coalition indonésienne a contribué à ce que le **gouvernement indonésien divulgue les données relatives à la propriété réelle** dans tous les secteurs, avec un taux de conformité des entreprises proche de 30 %, contre 17 % en 2021 (sur près de 2 millions d'entreprises enregistrées). Un certain nombre de recommandations issues de notes d'orientation et d'études de PCQVP Indonésie ont été adoptées par le gouvernement. Par exemple, l'étude de PCQVP sur la gouvernance des mines de charbon et de minéraux a été adoptée par le médiateur indonésien.

- **Dans l'enquête de 2023, les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont signalé un plus grand nombre de coalitions travaillant sur la divulgateion des contrats** que l'année précédente. À l'issue de l'enquête de 2022, 20 coalitions étaient connues pour être engagées sur cette question ; suite à l'enquête de 2023, 26 coalitions ont été identifiées comme telles.
  - Au début de l'année 2023, 20 coalitions étaient déjà connues du secrétariat international comme menant la **campagne #DiscloseTheDeal** ou s'y engageant : Azerbaïdjan, Colombie, République démocratique du Congo, Indonésie, Irak, Kazakhstan, République kirghize, Madagascar, Mali, Mongolie, Niger, République du Congo, Sénégal, Tunisie, Ouganda, Ukraine, Yémen, Zimbabwe, ainsi que des partenaires au Pérou et au Mexique.
  - Dans le cadre de l'enquête 2023, les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales de huit autres pays ont également indiqué leur participation à la campagne d'une manière ou d'une autre : **Australie, Canada, Gabon, Guinée, Kenya, Mauritanie, Nigeria** et **Togo** (soit un total de 26 coalitions PCQVP et 2 dans les pays partenaires, le Pérou et le Mexique).

#### Types de divulgations

- Les **coordinateur-ric-e-s nationaux-ales** de 30 coalitions ont cité une forme d'activité, de progrès ou d'impact lié à la sécurisation de la divulgation des données, notamment :
  - **signes d'influence** sur les cibles
    - changements de **position** des expert-e-s, du gouvernement ou des entreprises **sur la divulgation des données**
    - accords avec des **parties prenantes externes** pour influencer le gouvernement en faveur d'une divulgation accrue
  - **nouvelles divulgations** de données/informations, notamment :
    - données sur les **procédures d'appel d'offres**/la publication de **licences**
    - informations sur les **bénéficiaires réel-le-s**
    - **divulgations des informations financières des entreprises**
    - **divulgation des contrats**
    - **transferts infranationaux**
    - **paiements sociaux des entreprises**
  - **accord des décideur-se-s pour un examen plus approfondi des données**
    - nouvelle prise en compte des données sur le genre et l'emploi dans le cadre de l'ITIE
    - nouvelle prise en compte des questions relatives à l'espace civique dans le cadre de l'ITIE



- Consulter l'[annexe 1](#) pour plus d'informations.

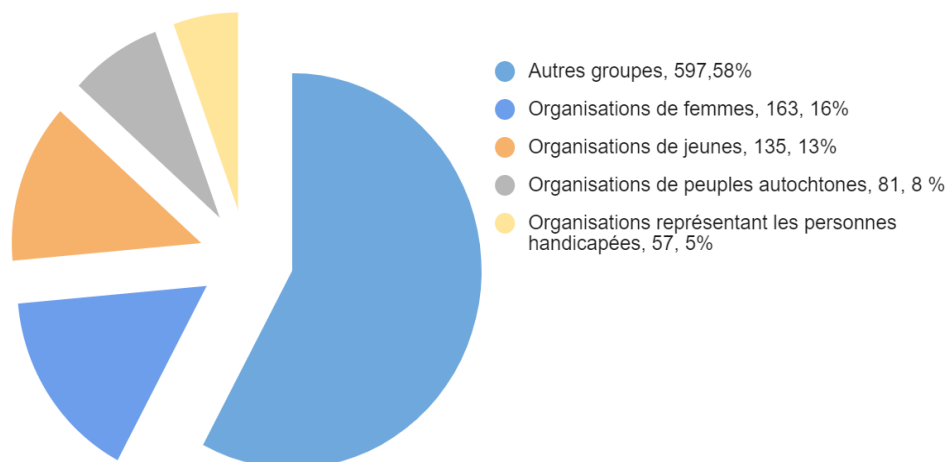
**Cas pays (Nigeria) :** la coalition PCQVP Nigeria a contribué à la publication des rapports annuels de la Nigerian National Petroleum Corporation, à l'adoption de la loi sur l'industrie pétrolière qui oblige les entreprises à faire preuve d'une plus grande ouverture qu'auparavant dans le cadre de la passation des marchés, et à la publication du registre des bénéficiaires réel-le-s par la Corporate Affairs Commission, qui améliore la transparence de la gouvernance dans le secteur du pétrole et du gaz.

**Cas pays (Canada) :** le gouvernement du Canada a annoncé qu'il mettrait en place un registre de propriété réelle accessible au public, avec la coordination des provinces canadiennes, d'ici à la fin de 2023. Il s'agit du résultat direct des efforts de plaidoyer de PCQVP-Canada au cours des cinq dernières années.

5. **REPRÉSENTATION DES FEMMES AU SEIN DE PCQVP :** alors que les coalitions poursuivent leurs progrès quant à l'implication et l'inclusion des groupes exclus dans leur plaidoyer, la représentation des femmes dans les organes de gouvernance des coalitions nationales reste insuffisante.

- Les hommes sont toujours plus nombreux que les femmes dans les comités de pilotage et les organes de gouvernance des coalitions nationales de PCQVP, 3 hommes pour 2 femmes. En 2023, les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont indiqué que 40 % des postes du comité de pilotage étaient occupés par des femmes (97 femmes membres du comité de pilotage, 143 hommes), ce qui correspond aux chiffres de l'enquête de 2022. Les chiffres de 2023 et 2022 sont légèrement plus élevés que ceux des années précédentes : en 2020 et 2021, 35 % des membres du comité de pilotage/conseil d'administration étaient des femmes, mais un déséquilibre global est toujours à noter.
- Les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont rendu compte d'un total de **1033 organisations membres** pour l'ensemble de leurs coalitions. Sur ce total, **le nombre d'organisations que les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont identifiées comme étant des organisations de femmes, de jeunes et de populations autochtones est resté similaire à celui des enquêtes précédentes** : les organisations et réseaux de femmes représentent 16 % du nombre total de membres des coalitions (163), les organisations et réseaux de jeunes 13 % (135) et les organisations et réseaux de peuples autochtones 8 % (81). L'enquête 2023 demandait également si les coalitions comprenaient des groupes travaillant sur **les questions touchant les personnes handicapées** : **les coordinateur-ric-e-s nationaux-ales ont rapporté collectivement 57 groupes** de ce type (le même nombre que dans l'enquête 2022).

Sur le nombre total de membres des coalitions, combien sont des organisations de femmes, des organisations de peuples autochtones, des organisations de jeunes ou des organisations de personnes handicapées ?



- L'enquête demandait aux coordinateur-riche-s nationaux-ales si leur coalition avait encouragé **une participation plus active des groupes exclus à la gouvernance extractive** (Résultat stratégique 3 de PCQVP). **Les chiffres de 2023 sont similaires à ceux de l'année précédente et confirment une fois de plus que cet engagement est un élément central du fonctionnement du réseau.**
  - **74 %** des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont déclaré que leur coalition **avait joué un rôle actif dans la promotion d'une participation plus active des jeunes à la gouvernance, 71 % dans la promotion de la participation des femmes et 53 % dans celle des populations autochtones.** La plupart des coalitions ont encouragé l'engagement de plus d'un groupe (par exemple, les femmes et les jeunes).
  - **81 % (32 sur 38)** des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont déclaré que leur coalition avait réalisé **au moins quelques progrès pour permettre une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes dans les initiatives de gouvernance extractive** (Résultat stratégique 3 de la stratégie de PCQVP 2020-25).

**Exemple (Travailler avec les communautés) : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, l'Inde, le Mozambique, le Nigeria et la Sierra Leone ont tous mené des actions de plaidoyer en 2022 pour s'assurer que les communautés et les groupes exclus étaient mieux représentés dans la prise de décision concernant les fonds miniers communautaires et/ou que les fonds leur parvenaient.**

- Dans le cadre de l'enquête 2023, les coordinateur-riche-s nationaux-ales de **27 pays** ont donné des exemples détaillés de **leur méthode pour favoriser une participation plus active grâce aux éléments suivants :**
  - **Autonomisation des communautés** pour utiliser les données pour demander des comptes aux autres.
  - **Renforcement de la représentation des femmes** dans les processus de gouvernance extractive.
  - **Mise en place de projets visant à renforcer la défense des intérêts des communautés.**
  - [Consulter l'annexe 3](#) pour un résumé des activités rapportées concernant le résultat lié à la participation.

- Les documents d'information de l'enquête précédente ont souligné que **la participation des communautés et des groupes vulnérables est souvent au cœur du plaidoyer**, ce qui était à nouveau évident dans les commentaires des coordinateur·rice·s nationaux·ales en 2023. La note d'information qui a suivi l'enquête de l'année dernière (2022) a approfondi les exemples de travail des coalitions pour permettre une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes dans les initiatives de gouvernance extractive (Résultat stratégique 3), consulter le document [ici](#) pour plus d'informations.

**6. CONNECTIVITÉ DU RÉSEAU : les coordinateur·rice·s nationaux·ales et le secrétariat international de PCQVP ont entraîné ensemble de nouvelles avancées dans le renforcement de la connectivité du réseau. La coordination régionale a favorisé le travail, l'apprentissage, la planification et l'action conjointe entre les coalitions, et les webinaires de PCQVP, ainsi que les sessions de planification thématique ont contribué à l'élaboration d'approches communes et au renforcement du plaidoyer.**

*« En participant aux webinaires, sessions et réunions régionales et internationales, les membres de la coalition ont renforcé leurs capacités, ont pu s'impliquer plus activement dans la préparation du rapport national de l'ITIE dans le pays..., et ont pu prendre en compte les recommandations du Conseil d'administration international de l'ITIE... »*

**Coordinateur national de la région**

**Eurasie.**

*« Le secrétariat de PCQVP a remarquablement soutenu notre travail et nous a mis en relation avec toutes les autres coalitions du monde qui mènent des actions de plaidoyer similaires... En conséquence, la coalition devient un meilleur défenseur de ces questions .... et (est) reconnue comme l'une des organisations clés sur les questions du pétrole, du gaz, du changement climatique et de la transition énergétique. »*

**Coordinateur national de la région de  
l'Afrique orientale et australe.**

**L'enquête 2023 révèle une forte culture de partage et de collaboration au sein de PCQVP :** les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont cité des exemples de collaboration :

- **Les efforts régionaux visant à identifier les opportunités de plaidoyer commun et à échanger des connaissances**, par exemple les réunions conjointes régulières et le partage d'informations en Afrique de l'Ouest anglophone, la **collaboration Eurasie** entre l'**Azerbaïdjan**, le **Kazakhstan**, le **Kirghizstan** et l'**Ukraine** sur le plaidoyer en faveur de la transparence des contrats, le travail en commun sur le plaidoyer en **Afrique orientale et australe** entre le **Kenya**, **Madagascar**, la **Tanzanie** et l'**Ouganda**, ainsi que les collaborations et échanges multiples et très engagés dans la région **MENA**, notamment le travail croisé sur la divulgation des contrats entre le **Yémen**, l'**Irak** et la **Tunisie**, tout comme l'atelier sur les transitions énergétiques et les processus de réflexion stratégique à l'échelle de la région.
- **Collaboration par le biais de projets conjoints financés et soutenus par le secrétariat**, notamment la collaboration continue entre le **Burkina Faso**, la **Guinée** et le **Sénégal** sur le projet sur le genre et les industries extractives et la collaboration entre la **Mauritanie** et le **Sénégal** sur le projet **Grande Tortue**.
- **La coopération bilatérale**, par exemple les échanges entre les coalitions sur les minéraux de transition, comme l'**Inde** et l'**Australie**, ainsi qu'entre l'**Australie**, le **Canada** et les **États-Unis** sur la divulgation des risques climatiques ; les collaborations en personne entre le **Mali** et le **Burkina Faso** qui travaillent avec les communautés pour leur donner les moyens de faire valoir leurs droits aux fonds miniers pour le développement, tout en partageant les expériences réussies et l'apprentissage sur le plaidoyer en faveur de la divulgation des contrats. Des échanges sur

l'espace civique ont également eu lieu entre le **Yémen** et l'**Irak**, et le renforcement des capacités de l'ITIE entre le **Liban** et l'**Irak**.

- **Des initiatives transnationales d'apprentissage et d'élaboration de stratégies** par lesquelles des coalitions comme la **Guinée** s'engagent dans de multiples collaborations inter-coalitions, par exemple sur les contrats, le genre et la transition énergétique.
- **Les échanges d'expériences**, par exemple le webinaire régional sur la divulgation des contrats organisé en **Afrique orientale et australe** par le **Zimbabwe**, qui s'est appuyé sur les expériences de l'**Afrique du Sud**, de l'**Ouganda**, du **Malawi** et du **Zimbabwe**.
- L'exception notable est l'absence de collaborations dans la **région Europe** (hors Eurasie) et dans la région **Afrique centrale**, bien que la **République du Congo**, en tant que coalition, ait fait état de liens de collaboration étendus avec des réseaux extérieurs à PCQVP.

Plaidoyer commun

- **74 % (28 sur 38)** des coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant répondu à l'enquête 2023 ont déclaré que leur coalition avait fait **au moins quelques** progrès vers le résultat stratégique de PCQVP 2020-25 concernant la participation à davantage de plaidoyer avec d'autres coalitions (Résultat 4).
- **Alors que les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont signalé une baisse du nombre de coalitions ayant pris part à des actions conjointes en 2021** (29 % dans l'enquête 2022), cette tendance s'est redressée en 2022, la moitié (50 %, 19 sur 38) des coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant indiqué dans l'enquête 2023 que leur coalition avait mené des actions de plaidoyer conjointes avec d'autres coalitions de PCQVP au cours des 12 mois précédents.

Apprentissage intercoalition

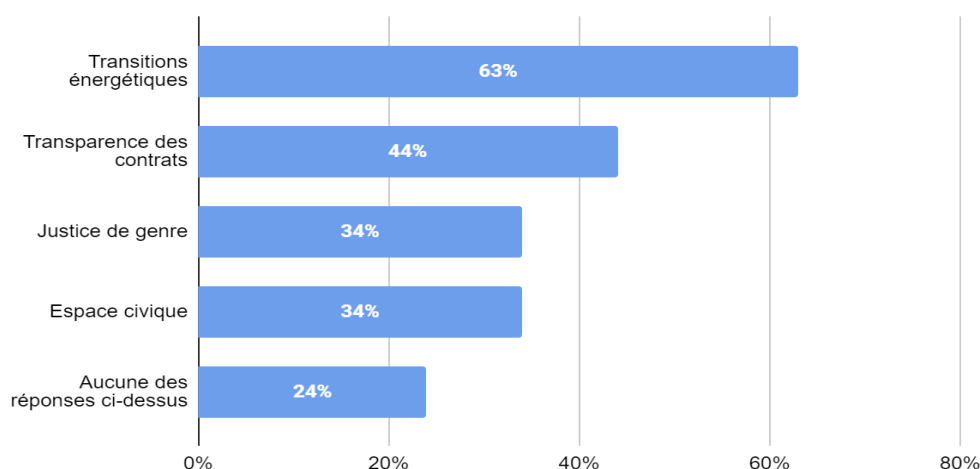
- Comme dans les enquêtes de 2021 et 2022, 79 % (30 sur 38) des coordinateur-riche-s nationaux-ales ayant répondu à l'enquête de 2023 ont déclaré que leur coalition avait fait réalisé quelques progrès en vue du résultat stratégique de PCQVP 2020-25 concernant **l'amélioration de l'apprentissage/la capacité à démontrer l'impact** (résultat 5).
- **Les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont fait état de niveaux élevés d'apprentissage auprès d'autres coalitions, des niveaux également cohérents par rapport aux années précédentes.** 74 % (28 sur 38) des répondant-e-s ont déclaré que leur coalition nationale avait été **inspirée par d'autres coalitions de PCQVP** au cours des 12 derniers mois.
- Au cours des quatre dernières années, les coordinateur-riche-s nationaux-ales ont eu **tendance** à signaler que leur coalition avait **agi différemment après avoir été inspirée par d'autres coalitions** : 66 % en 2023, contre 46 % lors de l'enquête de référence de 2020.
- Parmi les 25 coordinateur-riche-s nationaux-ales qui ont déclaré que leur coalition avait employé d'autres méthodes, la plupart ont indiqué l'utilisation de **nouvelles compétences en matière de plaidoyer** (16 sur 25) et le **renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE** (16 sur 25). La mise en réseau du savoir-faire ITIE reste une valeur ajoutée clé pour les coalitions.
- **Les réunions régionales et les webinaires demeurent essentiels pour permettre aux coordinateur-riche-s nationaux-ales et aux coalitions d'apprendre les un-e-s des autres.** La plupart des coordinateur-riche-s nationaux qui ont déclaré que leur coalition avait agi différemment parce qu'elle avait été inspirée par d'autres coalitions ont cité les réunions régionales (18 sur 25) et les webinaires (18 sur 25) comme source de cet échange, ainsi que les appels thématiques, les sites Web, les réseaux sociaux et les contacts bilatéraux, ainsi que les contacts bilatéraux. Les newsletters n'ont pas eu le même effet.

- **Plus généralement, PCQVP a établi une forte culture de webinaires participatifs**, 84 % des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant déclaré avoir participé à des webinaires PCQVP en 2022 (40 % en 2020).

Planification de coalitions croisées sur des thèmes clés

- Dans l'enquête 2023, les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont été invités pour la première fois à indiquer leur participation ou non à **la planification conjointe avec d'autres coalitions dans certains domaines thématiques spécifiques**. La participation à la planification conjointe sur les transitions énergétiques était une caractéristique particulière de 2022 (avec 24 coordinateur·rice·s nationaux·ales sur 38 l'ayant fait, soit 63 %).

Au cours des 12 derniers mois, la coalition nationale a-t-elle participé à une planification conjointe avec d'autres coalitions nationales de PCQVP sur l'un des domaines spécifiques suivants... ?



- **Les réponses à l'enquête ne mentionnent pas de produits ou d'initiatives d'apprentissage concernant la manière dont la transparence contribue à la responsabilité et à de meilleurs résultats** pour les citoyen·ne·s, la documentation des initiatives fructueuses ou inappropriées dans l'utilisation des données, et l'apprentissage sur les coûts et les avantages de l'extraction.

## 7. PROTECTION DE L'ESPACE CIVIQUE ET DES DROITS HUMAINS

- **Les coordinateur·rice·s nationaux·ales signalent que les menaces générales contre les droits des membres des coalitions et les restrictions de l'espace civique ont diminué par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle les gouvernements avaient réduit l'espace civique dans le contexte de la pandémie de COVID-19.** Cependant, les menaces sur l'espace civique persistent pour une proportion non négligeable de coalitions. Les efforts du secrétariat international visant à informer les coalitions sur la manière de se défendre sont reconnus par les coordinateur·rice·s nationaux·ales, mais une proportion non négligeable des répondant·e·s estiment toujours que leurs coalitions ne sont pas suffisamment informées. Cette réalité se présente comme un défi permanent pour le réseau.
- **Beaucoup moins de coordinateur·rice·s nationaux·ales (seulement 1 sur 38, Inde) que l'année précédente (17 coalitions) ont déclaré que leur gouvernement avait utilisé la pandémie de COVID-19 pour restreindre la société civile** d'une manière qui diminuait la capacité de la coalition à défendre ses intérêts.
- **Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont signalé des niveaux plus faibles de menaces pour l'espace civique dans le réseau par rapport à l'enquête de 2022**, avec 42 % (16 sur 38) des

coordinateur-riche-s nationaux-ales faisant état de menaces pour l'espace civique dans leur pays par rapport à 61 % en 2022, et avec 18 % signalant des menaces pour les droits humains des membres de la coalition par rapport à 30 % en 2022.

- **Bon nombre de coordinateur-riche-s nationales estiment que leurs coalitions ne sont pas suffisamment informées sur la manière de se défendre contre les menaces.** Dans l'enquête 2023, le même nombre de coordinateur-riche-s nationaux-ales (42 %, 16 sur 38) ont estimé que leur coalition nationale était suffisamment informée sur les moyens d'atténuer les attaques contre les droits des membres de la coalition ou d'y répondre, que les membres qui se sentaient insuffisamment informé-e-s (42 % également, 16 sur 38). Il s'agit de la Guinée, de l'Irak, du Kosovo, de la République kirghize, du Liberia, de la Mauritanie, du Mozambique, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Sénégal, du Tadjikistan, de la Tanzanie, de la Tunisie, de l'Ouganda, du Yémen, de la Zambie et du Zimbabwe).

Quel est le <b>degré d'information</b> de la coalition nationale concernant les méthodes visant à.....	Suffisamment informée	Pas suffisamment informée	Je ne sais pas	Non pertinent
atténuer les <b>attaques contre les droits humains des membres de la coalition</b> ou y répondre ?	42 %	42 %	5 %	11 %
atténuer les <b>restrictions de l'espace civique</b> ou y répondre ?	42 %	47 %	3 %	8 %

Nombre de personnes ayant répondu :  
38 coordinateur-riche-s nationaux-ales

- **Un sous-groupe de coalitions est peut-être particulièrement remarquable** : celles dont le coordinateur national a identifié que la coalition avait été affectée par des menaces sur l'espace civique ET/OU des menaces sur les droits humains des membres de la coalition au cours des 12 derniers mois, et qui ont également estimé que leur coalition n'était pas suffisamment informée sur la manière de se défendre contre ces problèmes. Ce sous-groupe était composé des coordinateur-riche-s de 9 coalitions : Guinée, Irak, République kirghize, Mauritanie, Mozambique, Sénégal, Ouganda, Yémen et Zimbabwe.
- **L'avis des coordinateur-riche-s nationaux-ales sur la question de déterminer si le secrétariat international a contribué à la compréhension par les coalitions de la manière de répondre aux menaces reste globalement la même que l'année précédente : 47 % pensent que le secrétariat a contribué, 24 % disent qu'il n'a pas contribué et 29 % ont déclaré « Je ne sais pas ».** Ces chiffres représentent une amélioration par rapport au début de la période de la stratégie en 2020, lorsque 35 % des personnes interrogées estimaient que le secrétariat avait contribué à l'amélioration des connaissances.
- **Environ 1/3 des coordinateur-riche-s nationaux-ales ont déclaré que leur coalition nationale avait participé à une planification commune avec d'autres coalitions nationales PCQVP sur les questions d'espace civique** au cours de l'année 2022.
- **Certaines coalitions ont également détaillé des initiatives de plaidoyer spécifiques pour aider à protéger l'espace civique** : par exemple, la coalition **colombienne** a compilé un rapport sur l'espace civique avec les groupes concernés et a veillé à ce que la question soit abordée dans le processus de validation de l'ITIE en Colombie ; tandis que la coalition de la **République du Congo** et ses partenaires ont plaidé avec succès pour l'élaboration d'une nouvelle loi visant à protéger l'espace civique.

## **8. COVID-19 : en 2022, les impacts immédiats de la COVID-19 se sont atténués pour la plupart des coalitions, mais ont continué de perturber un certain groupe d'entre elles.**

- Dans l'enquête de 2022, 9 coordinateur-riche-s nationaux-ales sur 10 ont indiqué que la **capacité de leur coalition à mener des actions de plaidoyer avait été affectée par la COVID-19** au cours de l'année précédente. Cette situation a radicalement changé en 2022, avec **moins de 3 coordinateur-riche-s nationaux-ales sur 10** (10 coordinateur-riche-s nationaux-ales au total, d'Australie, de Guinée-Bissau, d'Inde, du Kosovo, de la République kirghize, de la République du Congo, de Tunisie, d'Ouganda et de Zambie).
- Ces 10 coordinateur-riche-s ont indiqué que la COVID-19 continuait à poser des problèmes aux coalitions nationales en ce qui concerne leur capacité à se réunir et à mobiliser les communautés et les partenaires (8 coordinateur-riche-s nationaux-ales), à réunir les coalitions (7) et à mener des actions de plaidoyer efficaces (5) ; l'accès au financement (7) et l'accès aux décideur-se-s (4) ont également été impactés de manière négative.

Brendan O'Donnell, mars 2023.

**Annexe 1 : Rapports des coordinateur-riche-s nationaux-ales sur les retombées du résultat stratégique 1 de PCQVP : divulgation de données plus nombreuses et de meilleure qualité.**

<i>Coalition nationale</i>	<i>Résumé des impacts rapportés dans le cadre du résultat stratégique 1, « Divulgation plus large et de meilleure qualité »</i>
Australie	Dans le cadre d'une stratégie d'engagement détaillée visant à amener le gouvernement à adopter l'ITIE, Helen Clark et d'autres ont rencontré des représentant-e-s du gouvernement pour plaider en faveur de l'adhésion à l'ITIE.
Azerbaïdjan	Contribution à la <b>publication d'un rapport mandaté par le gouvernement sur la transparence</b> dans les industries minières, bien qu'il soit décevant en raison d'importantes lacunes dans les données.
Burkina Faso	La coalition a <b>favorisé l'existence d'une unité de genre au sein du groupe multipartite de l'ITIE</b> afin de mieux prendre en compte le genre dans le secteur minier, ce qui a entraîné la publication d'informations sur l'emploi spécifique au genre.
Canada	Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il mettrait en place un registre de propriété réelle accessible au public, avec la coordination des provinces canadiennes, d'ici à la fin de 2023. Il s'agit du résultat direct des efforts de plaidoyer de PCQVP-Canada au cours des cinq dernières années. Grâce au plaidoyer de PCQVP, les données ESTMA sont beaucoup plus simples à comprendre et plus complètes. PCQVP-Canada a contribué aux ateliers du gouvernement du Canada visant à améliorer le portail de données.
Colombie	La coalition a veillé à ce que <b>les questions relatives à l'espace de la société civile soient incluses et divulguées dans le rapport ITIE de la Colombie.</b>
République démocratique du Congo	Accord entre les parties prenantes de la société civile, des entreprises et du gouvernement sur une <b>approche de la divulgation des contrats au niveau national</b> (pas encore adopté par le gouvernement, mais une position de départ).
Guinée	La coalition a réalisé des progrès dans la <b>publication des contrats, des données sur la production, la fixation d'un prix de référence, et quelques progrès dans la divulgation de la propriété</b> , ainsi que dans la publication de données sur le genre et l'emploi.
Inde	La coalition a contribué à l' <b>adoption par le gouvernement d'un État d'une clause exigeant des soumissionnaires de licences minières qu'ils-elles déclarent leur implication ou non dans des activités minières illégales</b> (de nombreuses autres activités de plaidoyer ont également été signalées, voir l'annexe).
Indonésie	La coalition a contribué à ce que le <b>gouvernement indonésien divulgue les données relatives à la propriété réelle</b> dans tous les secteurs, avec un taux de conformité des entreprises proche de 30 %, contre 17 % en 2021 (sur près de 2 millions d'entreprises enregistrées). Un certain nombre de recommandations issues de mémoires et d'études de PCQVP Indonésie ont été adoptées par le gouvernement et les agences concernées. Par exemple : L'étude de PCQVP sur la gouvernance des mines de charbon et de minéraux a été adoptée par l'ombudsman indonésien.
Irak	<b>A incité des économistes et d'autres expert-e-s à s'engager dans un débat public sur le développement et la diversification économique.</b>



Côte d'Ivoire	La coalition a réalisé des progrès dans la <b>divulgaration et la publication des contrats pour les pétroliers</b> et cherche à obtenir de plus amples informations. <b>Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne la publication des paiements des fonds</b> de développement minier afin que les communautés puissent en prendre connaissance.
Kenya	Avec les partenaires de TI et du PGO, la <b>coalition a plaidé avec succès en faveur d'ajouts à la réglementation sur la propriété réelle</b> , afin d'accroître la transparence des structures de propriété des entreprises participant aux partenariats public-privé et aux marchés publics, dans le cadre de la passation de marchés dans le secteur des industries extractives. Un autre amendement « d'intérêt public » exige que le gouvernement divulgue publiquement les informations relatives à la propriété réelle d'une entreprise lorsque ces informations ont une incidence sur le pays.
République kirghize	La coalition a incité le gouvernement à reprendre le travail sur l'ITIE.
Liban	<b>La coalition a fait pression sur un bureau gouvernemental (Direction générale du pétrole) pour qu'il publie sur son site Web des données sur le secteur pétrolier et gazier au Liban.</b> Bien que la coalition ait d'abord été confrontée à une certaine résistance, elle a finalement réussi à obtenir de la DGO qu'elle inclue toutes les données requises.
Liberia	La coalition a <b>obtenu que LITIE ne suive pas la norme ITIE.</b>
Mali	La coalition a obtenu la <b>publication de plus de 100 contrats miniers</b> et de leurs annexes sur le site Web de l'ITIE-Mali, ainsi que la divulgation complète des informations relatives au contenu local, aux transferts infranationaux et aux paiements sociaux des entreprises, ce qui a permis un examen minutieux de la part de la communauté.
Mauritanie	La coalition a encouragé la <b>divulgaration plus systématique des données par les entreprises</b> et la création d'un « entrepôt de données » pour l'ITIE nationale.
Nigeria	La coalition PCQVP Nigeria a contribué à la publication des rapports annuels de la <b>Nigerian National Petroleum Corporation</b> , à <b>l'adoption de la loi sur l'industrie pétrolière qui oblige les entreprises à faire preuve d'une plus grande ouverture</b> qu'auparavant dans le cadre de la passation des marchés, et à la <b>publication du registre des bénéficiaires réel-le-s par la Corporate Affairs Commission</b> , qui améliore la transparence de la gouvernance dans le secteur du pétrole et du gaz.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	La coalition a contribué à ce que <b>les entreprises vérifient les chiffres du rapport annuel de l'ITIE.</b>
République du Congo	<b>Amélioration de la participation et de la divulgation des données dans le cadre de l'ITIE</b> par les entreprises et les agences gouvernementales, ainsi que des communications nationales sur les données de l'ITIE. La coalition a permis aux ministres de présenter une loi sur la propriété réelle, le processus est en cours.
Sénégal	Contribution à la <b>validation de l'ITIE sénégalaise</b> comme satisfaisant aux exigences de l'ITIE à un niveau élevé.
Sierra Leone	La coalition a contribué à la <b>publication du rapport ITIE, entraînant la divulgation d'informations</b> et l'élaboration de mesures correctives par les parties prenantes.
Tadjikistan	La coalition a contribué à la <b>publication par le gouvernement des licences d'exploitation minière et à la publication des données sur les bénéficiaires réel-le-s.</b>
Togo	La coalition a contribué à faire en sorte que les <b>plans d'action pour la réinstallation des populations en raison de l'exploitation minière tiennent compte des griefs des communautés.</b>
Tunisie	La coalition a incité la compagnie pétrolière nationale tunisienne à <b>publier des données sur la production et les superficies ouvertes.</b>
Ouganda	A incité le gouvernement à <b>entamer le processus de réglementation de la divulgation des contrats.</b>
Ukraine	Grâce au travail de plaidoyer de la coalition, <b>l'Ukraine a approuvé en janvier 2022 la loi sur la divulgation des contrats</b> , mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine, toutes les informations stratégiques ont été fermées.
Yémen	<b>La coalition a incité le Parlement à se pencher sur les questions de gouvernance minière, notamment en organisant une séance sur la divulgation des contrats</b> , et a suscité l'intérêt du public en créant un groupe de médias qui commente les progrès réalisés dans ce domaine.
Zambie	Contribution à la <b>publication du rapport annuel de l'ITIE</b> , même si des incohérences n'ont pas été corrigées.
Zimbabwe	A plaidé avec succès pour que <b>la Zimbabwe Consolidated Diamond Company publie ses états financiers.</b>

**Annexe 2 : Rapports des coordinateur-riche-s nationaux-ales sur l'impact du résultat stratégique 2 de PCQVP : capacité à utiliser au mieux les informations divulguées afin d'améliorer la gouvernance.**

<b>Coalition nationale</b>	<i>Résumé des impacts rapportés dans le cadre du résultat « gouvernance de meilleure qualité » (résultat 2)</i>
Burkina Faso	La coalition a <b>incité le gouvernement à élaborer une politique/un guide pour prendre en compte les besoins des femmes et des jeunes</b> dans l'utilisation des fonds de développement local provenant de l'exploitation minière. Un juge a également été nommé pour contrôler le registre de la propriété réelle.
Guinée	<b>Meilleure prise en compte des exigences en matière de genre</b> par l'ITIE.
Kosovo	« Des mesures supplémentaires ont été adoptées pour accroître la transparence et la responsabilité des institutions publiques. »
Mauritanie	L'amélioration de l'accès à l'information publique a permis d'améliorer les relations entre les entreprises et l'État en matière de gestion des recettes
Nigeria	La coalition a utilisé la loi sur l'accès à l'information pour demander des informations aux agences fédérales, qui ont répondu si elles ne l'avaient pas fait auparavant.
République du Congo	<b>Grâce au plaidoyer de la coalition, le gouvernement a mis fin à son approche qui permettait des exonérations fiscales</b> et des clauses de stabilisation pour les principales entreprises minières du Congo, ce qui entraînait d'importantes pertes fiscales qui auraient pu contribuer au développement. Grâce à l'ITIE, le gouvernement a entamé le processus de codification dans la loi de la divulgation des paiements et des données relatives à la propriété réelle. La société civile s'est appuyée sur le processus de prêts du FMI (et sur le processus CAFI) pour obtenir une meilleure transparence, comme décrit ci-dessus.
Sierra Leone	« Nous avons plaidé en faveur d'un loyer de surface de 30 % pour le ministère des Mines pour le soutien administratif et logistique, qui a été conservé par l'Agence nationale des minéraux, laissant le ministère vulnérable sur le plan financier. Il s'agit de l'une des réformes de la loi NMA 2022 ».
Tanzanie	La coalition PCQVP HakiRasilimali a créé un débat national de haut niveau sur la responsabilité extractive par le biais d'une conférence nationale sur l'extraction qui comprenait des universitaires, des OSC, le gouvernement, l'Assemblée nationale, les médias, les communautés, les organisations internationales, les organisations professionnelles, les entreprises extractives et d'autres, <b>ce qui a conduit le ministère des minéraux de Tanzanie à s'engager à développer une stratégie pour gérer les minéraux critiques</b> dans le pays et à souligner sa contribution à la transition vers l'énergie propre. En 2022, la Tanzanie <b>a influencé les propositions de règlement</b> visant à renforcer les pratiques de RSE pour les entreprises et les particuliers. En conséquence, la proposition de règlement prévoit une formule de répartition en pourcentage des recettes entre les différents niveaux administratifs, notamment les autorités régionales.
Togo	Grâce au travail de plaidoyer de la coalition, <b>le gouvernement a publié un décret présidentiel</b> pour enquêter sur les problèmes auxquels sont confrontées les communautés relogées à cause de l'exploitation minière.
Ouganda	PCQVP-Ouganda <b>a contribué à l'élaboration de cadres de gouvernance</b> , en particulier la loi sur l'exploitation minière, qui a permis d'améliorer les dispositions relatives à la gouvernance minière.
Yémen	<b>La coalition a incité le Parlement à se pencher sur les questions de gouvernance minière</b> , notamment en organisant une séance sur la divulgation des contrats, et a suscité l'intérêt du public en créant un groupe de médias qui commente les progrès réalisés dans ce domaine.
Zambie	La coalition a organisé un indaba minier alternatif, a rehaussé son profil et a soutenu l'élection de nouveaux représentants à l'ITIE afin d'influencer les cadres de gouvernance, <b>ce qui a permis de renforcer les politiques de diversification et de domestication de la valeur des activités extractives</b> dans la politique minière du gouvernement de 2022.

Remarque : Concernant l'**impact**, les coordonnateur·rice·s nationaux·ales ont également fait état d'un plaidoyer *en cours* très engagé, par exemple :

- **Mali** : la coalition a utilisé les informations des rapports ITIE pour interpeller les autorités nationales et locales sur la nécessité d'investir des ressources dans la promotion des services sociaux de base.
- **Liban** : la coalition a eu accès au contrat Rosneft signé au début de l'année. Nous avons analysé son contenu et publié nos conclusions et recommandations.

**Annexe 3 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les activités menées en vue du résultat stratégique 3 de PCQVP : « Permettre une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes dans les initiatives de gouvernance extractive ».**

TYPE D'HABILITATION	QUI SONT LES COORDINATEUR·RICE·S NATIONAUX·ALES CITÉ·E·S ?
<i>SOUTENIR LE PLAIDOYER DES GROUPES EXCLUS</i>	
<i>Contribution au renforcement de l'engagement, des connaissances et des capacités des groupes marginalisés et/ou l'accès à la prise de décision.</i>	Burkina Faso, Canada, Côte d'Ivoire, RDC, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Indonésie, Irak, Kenya, Liban, Mali, Mozambique, Nigeria, République du Congo, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Ouganda
<i>Plaidoyer sur le CLPE</i>	Canada
<i>Plaidoyer pour s'assurer que les fonds miniers communautaires parviennent aux groupes exclus OU pour permettre aux communautés et aux groupes exclus d'être mieux représentés dans la prise de décision concernant les fonds miniers communautaires.</i>	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Inde, Mozambique, Nigeria, Sierra Leone
<i>Plaidoyer pour une meilleure protection de l'espace civique, avec les communautés / groupes exclus</i>	Colombie
<i>ASSURER UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION</i>	
<i>Meilleur accès et représentation des femmes dans le processus ITIE ET/OU aide à rendre l'ITIE plus sensible au genre/le secteur extractif dans son ensemble</i>	Azerbaïdjan, Irak, République kirghize, Mauritanie, Sierra Leone
<i>Analyse de la participation des femmes dans les industries extractives / plaidoyer en vue d'une plus grande participation</i>	Liban
<i>CONSOLIDATION DE LA COALITION</i>	
<i>Renforcement de l'engagement ou de la représentation des groupes exclus au sein de la coalition, par exemple par l'inclusion de nouveaux membres</i>	Indonésie, Irak, Liban, Mauritanie, République du Congo, Tadjikistan, Tanzanie, Ouganda, Zimbabwe
<i>Renforcement des règles de la coalition pour renforcer la représentation des groupes marginalisés, par exemple pour les comités de pilotage</i>	Irak

**Annexe 4 : Rapports des coordinateur·rice·s nationaux·ales sur les progrès réalisés en vue du résultat stratégique 4 de PCQVP : « participation plus importante dans des actions de plaidoyer avec d'autres coalitions ».**

Lorsqu'on leur a demandé des détails sur le travail conjoint avec d'autres coalitions, les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont souligné les collaborations suivantes dans l'enquête 2023 (résumé) :

<i>Région</i>	<i>Collaboration citée par les coordinateur·rice·s nationaux·ales (résumé)</i>
<i>Afrique occidentale anglophone</i>	Réunions conjointes régulières et partage d'informations
<i>Asie-Pacifique</i>	Conversations entre coalitions sur les minéraux de transition, par exemple entre l'Inde et l'Australie.
<i>Afrique de l'Ouest francophone</i>	<p>Collaboration continue entre le Burkina Faso, la Guinée et le Sénégal sur le projet « <b>genre et industries extractives</b> ».</p> <p>Collaborations en personne entre le Mali et le Burkina Faso travaillant avec les communautés pour leur donner les moyens de faire valoir leurs droits aux fonds miniers pour le développement, et partageant des expériences réussies et des enseignements sur le <b>plaidoyer en faveur de la divulgation des contrats</b>.</p> <p>Collaboration entre la Mauritanie et le Sénégal sur le projet <b>Grande Tortue</b>.</p> <p>Des pays comme la Guinée qui s'engagent dans de multiples collaborations entre coalitions, par exemple sur les contrats, le genre et les transitions énergétiques.</p>
<i>Afrique orientale et australe</i>	<p><b>Collaboration en matière de plaidoyer</b> entre le Kenya, Madagascar, la Tanzanie et l'Ouganda</p> <p>Un <b>webinaire régional sur la divulgation des contrats</b> organisé par le Zimbabwe s'appuyant sur les enseignements de l'Afrique du Sud, de l'Ouganda, du Malawi et du Zimbabwe</p>
<i>Eurasie</i>	Forte collaboration en Eurasie entre l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ukraine sur le plaidoyer en faveur de la transparence des contrats.
<i>MENA</i>	Des collaborations et des échanges multiples et très engagés dans la région MENA, notamment des <b>travaux croisés sur la divulgation des contrats</b> entre le Yémen, l'Irak et la Tunisie ; <b>des échanges sur l'espace civique</b> entre le Yémen et l'Irak ; le renforcement des capacités de l'ITIE entre le Liban et l'Irak et <b>des ateliers sur les transitions énergétiques</b> et <b>des processus de réflexion stratégique à l'échelle de la région</b> .
<i>Amérique du Nord et Australie</i>	Élaboration de stratégies et collaboration en matière de plaidoyer sur la divulgation d'informations sur le climat par les entreprises entre les coalitions du « Nord » et l'Australie.

**Annexe 5 : Rapports des coordinateur-ric-e-s nationaux-ales sur les travaux menés sur le changement climatique ou les transitions vers une énergie à faible teneur en carbone au cours de l'année 2022.**

<i>Activité</i>	<i>Activité de transition climatique/énergétique rapportée (résumée)</i>
<i>Renforcement des coalitions</i>	Participation aux discussions de PCQVP sur les questions, renforcement des connaissances et des positions des membres de la coalition sur les questions ( <b>Irak, Tunisie, Ouganda</b> ), formulation de stratégies de coalition ( <b>Zimbabwe</b> ).
<i>Intégration de la coalition</i>	Planification conjointe avec des coalitions PCQVP sœurs (63 % des coalitions), participation à des enquêtes PCQVP et à des signatures sur les questions ( <b>République kirghize</b> ).
<i>Garantir un meilleur accès à la prise de décision pour les groupes exclus</i>	Défense de l'accès des communautés aux énergies renouvelables liées à l'exploitation minière ( <b>Togo</b> ) ; habilitation des communautés à utiliser les données sur les revenus pour défendre les avantages de l'exploitation minière, sécurisation d'un accès à l'énergie et renforcement de leur résilience climatique ( <b>Côte d'Ivoire</b> ) ; rencontre avec les communautés touchées par la transition minière pour renforcer leur capacité à défendre leurs intérêts ( <b>Mali</b> ) ; mise en œuvre de recherches pour garantir la contribution des communautés et des groupes exclus aux décisions concernant l'utilisation du financement climatique ( <b>Timor-Leste</b> ).
<i>Impliquer les membres, les partenaires, les alliés, les communautés</i>	Implication des membres de la communauté ou d'autres partenaires sur des questions ( <b>Irak, Kenya, Mali, Sénégal</b> ) ; adhésion à de nouvelles plateformes ou coprésidence pour promouvoir les questions liées à la transition énergétique ( <b>Nigeria</b> ).
<i>Influencer les politiques</i>	Amplification des questions à la transition énergétique dans le cadre de l'ITIE ( <b>RDC, Indonésie</b> ) ; lancement de débats publics ou politiques nationaux sur les transitions énergétiques ( <b>Guinée, Irak, Mali, Nigeria, Togo</b> ) ; publication des documents d'orientation sur la gouvernance des minéraux de transition et utilisation à des fins de plaidoyer ( <b>Australie</b> ) ; organisation d'ateliers avec des décideurs politiques ou la création de groupes de travail ITIE ( <b>RDC, Tanzanie</b> ) ; promotion de politiques nationales sur les minéraux de transition ( <b>Australie, Tanzanie</b> ) ; publication de documents d'orientation sur les progrès de la transition énergétique ( <b>Ouganda</b> ), ainsi que de feuilles de route et la promotion de la mise en œuvre ( <b>Azerbaïdjan, Tadjikistan, Ukraine</b> ) ; intégration des droits des communautés dans les CDN et autres politiques nationales en matière de climat et d'énergie ( <b>République du Congo, Timor-Leste</b> ) ; contribution aux politiques, positions et lois nationales en matière de climat et d'énergie ( <b>Indonésie, Kenya, Nigeria, République du Congo, Ukraine</b> ) ; plaidoyer en faveur d'une plus grande transparence des compagnies pétrolières et gazières en ce qui concerne le risque climatique ( <b>Australie, États-Unis</b> ) ; plaidoyer en faveur de l'arrêt de l'expansion des combustibles fossiles ( <b>Australie, Nigeria</b> ) ; établissement d'un lien entre l'expansion des combustibles fossiles et la corruption afin d'inciter les décideur-se-s politiques à limiter l'expansion des combustibles fossiles ( <b>Australie</b> ) ; campagnes pour interdire l'exploitation minière en eaux profondes ( <b>Inde</b> ).
<i>Impacts</i>	<b>République du Congo</b> : contribution à la révision du plan de réduction des émissions de l'État (CDN) afin de s'assurer que l'accent est mis sur les communautés et les groupes exclus ; <b>Tanzanie</b> : a contribué à obtenir un engagement (en organisant une conférence) de la part du ministère des Minéraux visant à élaborer une stratégie de transition des minéraux qui inclut la transition vers l'énergie propre.

Fin du document.